

Les évolutions électorales de la social-démocratie européenne

Pascal DELWIT

Que n'a-t-on écrit, commenté, disserté sur les différents *âges d'or* ou les étapes du déclin (inélucltable) de la social-démocratie ? A l'évidence, la social-démocratie est la famille politique qui a généré le plus de travaux sur ses différentes facettes, particulièrement en matières d'avancées et de reculs relatifs à son influence, son existence ou son action politiques.

L'objet de cette contribution est d'examiner les transformations du socialisme européen, depuis la deuxième guerre mondiale, à l'aune d'un indicateur fondamental dans les démocraties représentatives : les performances électorales.

Notre ambition est de tester l'hypothèse de mouvements importants de la social-démocratie européenne ces soixante dernières années ; entre autres les hypothèses d'un *âge d'or*¹ dans le champ électoral et d'un déclin à l'œuvre depuis une vingtaine d'années. Pour ce faire, nous procéderons en trois temps.

Dans une première phase, nous rappellerons le positionnement doctrinal historique de la social-démocratie face à la question du suffrage et de la démocratie représentative.

Ensuite, nous examinerons et nous analyserons les résultats électoraux de la famille sociale-démocrate en Europe *occidentale*. Les performances des partis sociaux-démocrates seront observées dans seize Etats : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède.

Enfin, nous aborderons la situation qui prévaut dans les nouvelles démocraties représentatives d'Europe centrale et orientale, à la suite de la chute du mur de Berlin en novembre 1989. La courbe électorale sera appréhendée dans dix situations nationales : la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie et la Slovaquie.

Sauf mention expresse, les partis considérés sont les formations *labellisées* sociales-démocrates par leur appartenance à au moins l'une des deux grandes organisations internationales de la social-démocratie : l'Internationale socialiste (IS) et le parti socialiste européen (PSE). Cette optique n'est pas sans inconvénient. En effet, certains partis membres de l'une de ces deux grandes organisations de coopération partisane peuvent, fondamentalement, être difficilement catalogués comme *sociaux-démocrates*. A l'inverse, certaines formations qui ne le sont pas ou ne l'ont pas toujours été peuvent *être réellement* des partis sociaux-démocrates. Toutefois, ce choix a le mérite de la simplicité et de l'autoréflexion par le caractère légitime que confère à une formation politique l'adhésion à une organisation internationale de coopération partisane ².

Pour réaliser notre analyse, nous avons pris en considération toutes les élections nationales tenues dans un cadre démocratique qui sont intervenues dans les vingt-six Etats considérés depuis 1945.

1. La social-démocratie et les élections

L'attitude originale des premières organisations socialistes/sociales-démocrates envers la démocratie représentative est une posture d'entre-deux. Le schéma marxiste affiche une prétention et une vocation révolutionnaires : l'Etat est une institution à abattre et l'approche est catégorique et sans nuance. « Le pouvoir étatique moderne n'est qu'un comité chargé de gérer les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière », proclame le *Manifeste du parti communiste* ³. Aussi, comme le rappelle Bernard Manin, « le choix de la démocratie politique (entendue comme désignation des gouvernants par le suffrage universel) n'allait en fait nullement de soi pour des partis socialistes et ouvriers » ⁴. En effet, la démocratie « étant identifiée au marché », elle était répudiée au même titre que le capitalisme ⁵.

Rapidement cependant, nombre d'organisations sociales-démocrates endossent la promotion de l'extension du droit de suffrage vers le suffrage universel (masculin) ⁶. Le Parlement est alors présenté comme une tribune pour faire entendre la voix des ouvriers et les rallier au socialisme.

Dans un deuxième temps, les institutions démocratiques, et ce qui les sous-tend – le suffrage universel –, sont figurées comme un cadre d'action pour accéder aux revendications ouvrières et au socialisme. Dès la fin du siècle, Bernstein se fait le promoteur de la voie graduelle vers le socialisme par et dans les institutions de la démocratie représentative. Mais avant lui déjà, Engels lui-même avait appréhendé positivement le suffrage universel comme voie d'accès au socialisme. Evoquant l'évolution des résultats électoraux du parti social-démocrate allemand après la levée des lois d'exception, il observe :

« Si le suffrage universel n'avait procuré d'autre avantage que de nous permettre de nous compter tous les trois ans, et par la montée régulièrement constatée et d'une rapidité surprenante du nombre de voix, d'accroître dans la même mesure la certitude de la victoire chez les ouvriers et l'effroi chez les adversaires, devenant ainsi notre meilleur moyen de propagande, que de nous renseigner exactement sur notre propre force ainsi que sur celles de tous les partis adverses et de nous fournir ainsi pour doser notre action un critère sans égal – nous préservant aussi bien d'une pusillanimité inopportune que d'une folle hardiesse tout aussi déplacée – si même c'était le seul

avantage que nous puissions tirer du droit de vote, ce serait déjà plus que suffisant. Mais il a encore fait bien davantage. Avec l'agitation électorale, il nous a fourni un moyen sans égal pour entrer en contact avec les masses populaires là où elles sont encore loin de nous » ⁷.

Surtout, il envisage la possibilité d'une conquête socialiste par la voie pacifique :

« Dès aujourd'hui, nous pouvons compter sur deux millions un quart des électeurs. Si cela continue ainsi, nous conquerrons d'ici la fin du siècle la plus grande partie des couches moyennes de la société, petits bourgeois ainsi que petits paysans, et nous grandirons jusqu'à devenir la force décisive dans le pays, devant laquelle il faudra que s'inclinent toutes les autres forces, qu'elles le veuillent ou non. (...) Et si nous ne sommes pas assez sages pour nous laisser pousser aux combats de rue pour leur faire plaisir, il ne leur restera finalement rien d'autre à faire qu'à briser eux-mêmes cette légalité qui leur est devenue si fatale » ⁸.

Le projet est donc révolutionnaire et international. Pour réussir, le fait révolutionnaire ne pourra s'accomplir dans un seul pays. Comme le rappelle Engels dans les principes du communisme, quatre pays, à l'origine, devraient être touchés en même temps : « La révolution communiste ne sera donc pas une révolution nationale uniquement, elle se fera simultanément dans tous les pays civilisés, c'est-à-dire du moins en Angleterre, en Amérique, en France, et en Allemagne » ⁹.

Le mouvement d'intégration et de participation aux démocraties parlementaires est donc largement amorcé avant la guerre 1914-1918. Et le débat sur le ministérialisme dans la deuxième Internationale ¹⁰ corrobore la nouvelle réalité qui s'*offre* aux formations sociales-démocrates : accéder aux travées parlementaires et, le cas échéant, franchir le Rubicon et rejoindre les rangs gouvernementaux.

Evoquant la polémique entre Kautsky et Lénine, Alain Bergougnoux date pourtant du lendemain de la première guerre mondiale la fusion entre deux perspectives, le socialisme et la démocratie :

« C'est la prise de conscience finalement, de ce qu'était dans son essence le parti de masse dans une tradition démocratique. Kautsky enregistre d'une certaine façon – et c'est tout le problème de la social-démocratie – la séparation des deux moments en étapes : le socialisme et la démocratie; il voit dans la république démocratique le seul chemin vers le socialisme. En conclusion je dirai que la social-démocratie ne se constitue théoriquement vraiment que lorsqu'elle a à affronter le léninisme et à le refuser. Cette période permet de mettre au clair les implications des choix de la social-démocratie. Si bien qu'à partir des années vingt, il est clair que pour la social-démocratie le passage au socialisme sera progressif, et que le gouvernement socialiste devra adapter ses objectifs à l'état de l'économie et au degré de conscience des travailleurs. Que ce passage ne pourra se faire que par la voie de la démocratie, qu'il faudra assurer la démocratie pour toutes les catégories de la population, donc penser la coexistence au sein d'une même unité sociale. Qu'enfin, c'est aux partis, aux associations et syndicats d'assurer le contrôle du pouvoir » ¹¹.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, la social-démocratie mobilise la démocratie représentative comme un des éléments qui la distinguent et la caractérisent. En témoignent déjà la motion votée par le COMISCO, le regroupement des partis sociaux-démocrates qui anticipe l'établissement de l'Internationale socialiste : « En cette heure où le salut du monde dépend de la victoire du socialisme, la défense

de la démocratie s'impose aux socialistes comme le premier devoir. En présence des événements suscités en divers pays de l'Europe par l'action conjuguée du Kominform et de la politique soviétique, le comité proclame sa volonté de construire une Europe démocratique et socialiste, libérée de toute menace de tyrannie ou d'agression »¹².

Aussi, la *charte de Francfort* traduit-elle, dans la première déclaration de principe de l'Internationale socialiste (re)constituée, ce soutien affiché et affirmé à la démocratie politique :

« 1. Les socialistes luttent pour construire une société nouvelle, dans la liberté et par des moyens démocratiques.

2. Sans liberté, il n'est pas de socialisme. Le socialisme ne peut se réaliser que dans la démocratie, la démocratie ne peut s'épanouir dans le socialisme.

3. La démocratie est le gouvernement du peuple par le peuple, pour le peuple »¹³.

Celle-ci clôt, selon Guillaume Devin, un « débat historique »¹⁴.

2. Les mutations électorales de la social-démocratie occidentale

Pour évaluer les transformations électorales de la social-démocratie occidentale, nous avons, dans un premier temps, adopté deux orientations méthodologiques.

- (1) Nous avons décidé de regrouper les performances électorales par décennie. Les moyennes se calculent sur la base des scrutins intervenus entre les années 00 et 09¹⁵ et les résultats se rapportent au total des votes valablement exprimés pour un parti social-démocrate rapporté à l'ensemble des suffrages valablement émis. Contrairement à l'option de Wolfgang Merkel, nous n'avons pas procédé à un découpage en *temps politiques éventuels* (*âge d'or* ou *déclin*, croissance économique ou récession, participation au pouvoir ou situation d'opposition)¹⁶. Notre méthode de travail nécessite à tout le moins deux précautions dans la lecture et l'analyse. La première concerne la décennie quarante, *tronquée* en raison de la deuxième guerre mondiale. La moyenne de la décennie quarante n'a pas la même *signification* que celle des autres décennies. Pour certains Etats, il n'y a qu'une seule élection. La deuxième a trait aux années deux mille, c'est-à-dire à une décennie en cours. Dans cette configuration, la moyenne n'a pas non plus le même sens que celle des décennies complètes. Il importe donc d'appréhender le chiffre moyen des années deux mille avec une grande prudence, surtout dans une perspective comparée.
- (2) Nous avons choisi de présenter trois courbes compte tenu du caractère différé de l'avènement de la démocratie représentative en Espagne, en Grèce et au Portugal. La première courbe – *Europe occidentale 1* – rassemble les treize Etats qui sont démocratiques dès 1945. La deuxième – *Europe du sud* – agrège les performances en Espagne, en Grèce et au Portugal. La troisième – *Europe occidentale 2* – cumule les première et deuxième courbes – les seize situations nationales, donc.

Au terme de ce premier travail d'agrégation et d'établissement de moyennes décennales, que peut-on observer et décèler comme tendances ?

Le premier grand enseignement est l'extrême stabilité moyenne des performances sociales-démocrates à l'échelle de l'Europe occidentale ces soixante dernières années. Que l'on examine les transformations des courbes de *l'Europe occidentale 1 ou 2*, on constate que le résultat décennal moyen est sensiblement le même pour toutes les décennies complètes : entre 31,07% (chiffre minimal, années soixante) et 32,69% (chiffre maximal, années cinquante) dans un cas, et entre 31,07% (chiffre minimal, années soixante) et 33,24% (chiffre maximal, années quatre-vingt) dans l'autre. Si l'on intègre la situation qui prévaut dans les années quarante et deux mille, l'observation est relativement corroborée dans la mesure où la moyenne sociale-démocrate est plus faible dans les années quarante. Dans les années deux mille, les courbes atteignent toutes les deux leur maxima : 33,79% et 34,50%. Plus globalement, dans la stabilité, il convient même d'observer qu'en moyenne les partis sociaux-démocrates obtiennent de meilleurs scores dans la période contemporaine que dans les quatre premières décennies. *Le trend* est donc ascendant.

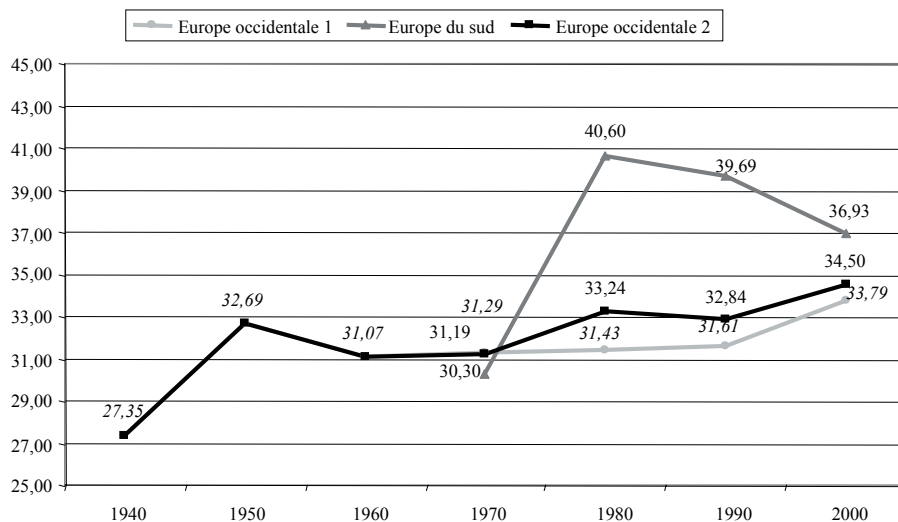
On observera ensuite que l'approche globale des chiffres électoraux de la social-démocratie occidentale cadre mal avec les *âges politiques* qui lui sont souvent prêtés. Sous l'angle électoral, on ne décèle ni périodes glorieuses, ni temps traumatiques ou difficiles, si ce n'est le cas spécifique des années quarante sur lequel nous reviendrons. Le paradoxe est frappant pour les années deux mille, souvent considérées comme une période de reflux social-démocrate par nombre d'observateurs. Pourtant, à *ce stade*, les performances moyennes y sont les plus importantes pour les deux grandes courbes envisagées. Dans une perspective complète, il est plus saisissant encore pour les années quatre-vingt. Cette décennie est présentée comme celle de la *vague* du néo-libéralisme triomphant. C'est pourtant durant ces années que la moyenne européenne des partis sociaux-démocrates dans les seize Etats considérés est la plus élevée. En même temps, on constatera que la démocratisation des trois Etats du sud nouvellement démocratiques dans les années soixante-dix a singulièrement contribué à pousser cette moyenne générale à ce moment.

Plus largement, les résultats électoraux des nouveaux Etats démocratiques de l'Europe du sud sont supérieurs en moyenne à ceux des treize autres Etats, que ce soit dans la décennie quatre-vingt ou quatre-vingt-dix.

Une moyenne n'est bien sûr qu'un indicateur. Nous avons donc cherché à savoir si cette exceptionnelle stabilité cachait des nuances voire de fortes disparités, ou si elle reflétait des mouvements homogènes des différentes formations sociales-démocrates nationales. Pour ce faire, nous opérons dans un premier temps deux distinctions.

La première envisage le parcours des formations sociales-démocrates dans les grands Etats de l'Europe occidentale – la France, l'Italie, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Espagne – et celui des partis des nations petites ou moyennes en termes démographiques – l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la Grèce, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Norvège, la Suède. Outre qu'il met en lumière certains recoupements politiques inhérents à cette forme de découpage, ce travail permet d'examiner si les transformations de la courbe de ces deux ensembles permettent de comprendre en partie une performance électorale d'ensemble homogène sur soixante ans.

Figure 1
Performances électorales de la social-démocratie occidentale (1945-2003)



La deuxième concerne le cheminement électoral de trois *Europes sociales-démocrates* : l'Europe du nord qui intègre le Danemark, l'Irlande, la Grande-Bretagne, la Suède, la Norvège, et la Finlande ; l'Europe continentale qui comprend la plupart des démocraties consociatives européennes – l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg – ; l'Europe du sud qui rassemble des partis socialistes ne recouvrant pas un *modèle* organisationnel et politique social-démocrate classique : en Espagne, en France, en Grèce, en Italie, et au Portugal. Pour approfondir notre démarche sur ce sujet, nous déclinons dans un deuxième temps deux sous-ensembles dans les deux premières Europes :

- (1) la social-démocratie travailliste (Grande-Bretagne et Irlande) et le modèle de social-démocratie scandinave (Danemark, Finlande, Norvège, et Suède) pour l'Europe du nord,
- (2) la social-démocratie beneluxienne (Belgique, Luxembourg et Pays-Bas) et la social-démocratie germanique (Allemagne et Autriche) pour l'Europe continentale.

A. Les formations sociales-démocrates des grands Etats et des Etats moyens et petits

Les renseignements que peut nous fournir l'évolution comparée des courbes électorales des partis sociaux-démocrates des grandes nations – vu sous l'angle démographique – et des nations plus modestes peuvent être de divers ordres. On peut cependant schématiser trois scénarios possibles.

- (1) Dans un premier cas d'école, nous pouvons imaginer des parcours strictement parallèles. Dans cette hypothèse, l'évolution moyenne de la social-démocratie serait révélatrice de cheminements tendanciellement comparables des partis

sociaux-démocrates, examiné sous l'angle de la taille démographique des Etats d'appartenance.

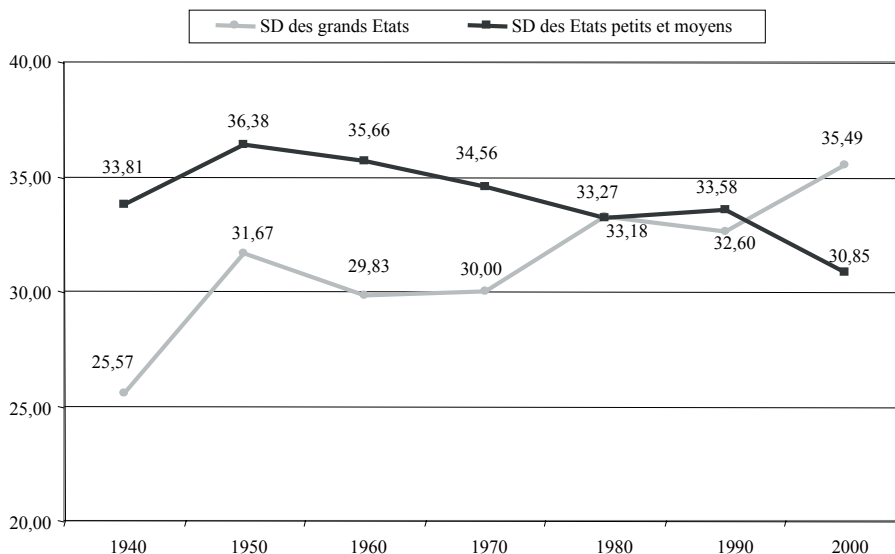
- (2) Un deuxième canevas possible consisterait en un découplage des deux courbes *au profit* des formations sociales-démocrates des grands Etats. Si ce schéma devait se vérifier, la stabilité à la hausse observée en première analyse dans cette contribution révélerait plutôt une configuration tendancielle stagnante pour les partis sociaux-démocrates européens dans la mesure où les données récentes de la performance moyenne seraient d'abord assurées par les résultats de quelques partis appartenant aux nations d'Europe occidentale les plus peuplées.
- (3) Enfin, on peut imaginer une troisième situation ; celle où, au contraire, le découplage éventuel des deux courbes s'opérerait au profit des organisations sociales-démocrates des Etats aux dimensions démographiques plus faibles. Dans cette hypothèse, la courbe moyenne stable dévoilerait une situation en réalité bien plus avantageuse encore en tendance pour une grande partie des formations sociales-démocrates d'Europe occidentale.

A en juger par les deux courbes, nous avons affaire au deuxième scénario. Les performances moyennes des partis sociaux-démocrates des Etats les plus modestes d'Europe occidentale sont en déclin. Alors qu'elles s'élèvent à 36,38% dans les années cinquante, elles n'atteignent plus que 33,18% dans la décennie quatre-vingt et 33,58% dans les années quatre-vingt-dix, soit un total moins élevé que celui des années quarante, période pourtant difficile. Les premières années de l'actuelle décennie dévoilent même un état des lieux plus pâle encore puisque la performance moyenne au 30 décembre 2003 dépasse à peine 30% des voix.

A contrario, les résultats moyens des partis sociaux-démocrates des grands Etats sont supérieurs dans les décennies contemporaines à ceux des années cinquante, soixante et soixante-dix. Alors que le total moyen était inférieur à 30% dans les années soixante, il est de 33,58% dans les années quatre-vingt-dix. Et dans la décennie en cours, le pourcentage moyen est le plus élevé jamais obtenu. L'évolution des écarts entre les deux courbes témoigne bien des deux mouvements. Dans les années quarante, l'écart entre les deux performances est de 8,24 au profit des partis sociaux-démocrates des Etats petits et moyens. Il se stabilise à 4,71, 5,83 et 4,56 respectivement dans les années cinquante, soixante et soixante-dix. Dans les années quatre-vingt, la courbe s'inverse de justesse : -0,09. Et dans les années quatre-vingt-dix, l'écart est inférieur à 1 point (0,98). A ce stade, il est très déficitaire pour ces partis : -4,65 points.

Cette première déclinaison permet donc un premier affinement de la courbe moyenne des résultats sociaux-démocrates. La progression des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix est assurée par les partis des grands Etats. En revanche, pour les formations des nations moins importantes sur le plan démographique, les vingt-cinq dernières années ont été nettement moins porteuses. La courbe générale n'est donc pas le reflet d'un état de santé électorale satisfaisant pour la grande majorité des partis sociaux-démocrates. Bref, en termes d'impact des partis sociaux-démocrates dans chacun des systèmes politiques nationaux, la configuration se présente sous un jour assez peu favorable dans nombre d'Etats.

Figure 2
Evolution des performances électorales des partis sociaux-démocrates des grands Etats
d'Europe occidentale et des petits/moyens Etats (1945-2003)



B. Les trois Europes sociales-démocrates

Nous l'avons épinglé, le découpage en trois Europes correspond largement à des divisions opérables dans la mouvance sociale-démocrate européenne mais aussi à la qualification de régimes et systèmes de partis en Europe occidentale : systèmes à parti social-démocrate dominant en Scandinavie, démocraties de type consociatif en Europe continentale, configurations bipartisanes ou bipolaires en Europe du sud.

La perspective comparée vise ici aussi à tester l'alternative homogénéité vs hétérogénéité des parcours électoraux sociaux-démocrates. L'analyse comparée des trois courbes est riche d'enseignements.

Le premier est la grande différence du point initial entre les trois courbes appréhendées. En la matière, soulignons que la comparaison ne vaut véritablement que pour l'Europe du nord et l'Europe continentale. La trajectoire en Europe du sud est affectée par le caractère non démocratique des régimes portugais, grec et espagnol jusqu'au milieu des années soixante-dix et, donc, l'absence de résultats pour le parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), le parti socialiste panhellénique (PASOK) et le parti socialiste portugais (PSP) jusqu'à la deuxième moitié de cette décennie. Mais pour les deux premières Europes, la constatation est nette. Dans les années quarante et cinquante, le résultat social-démocrate moyen est de 42,71% et 44,12% dans l'Europe nordique pour 30,76% et 32,88% dans l'Europe continentale. Cela représente un écart respectivement de 11,95 et 11,24 points.

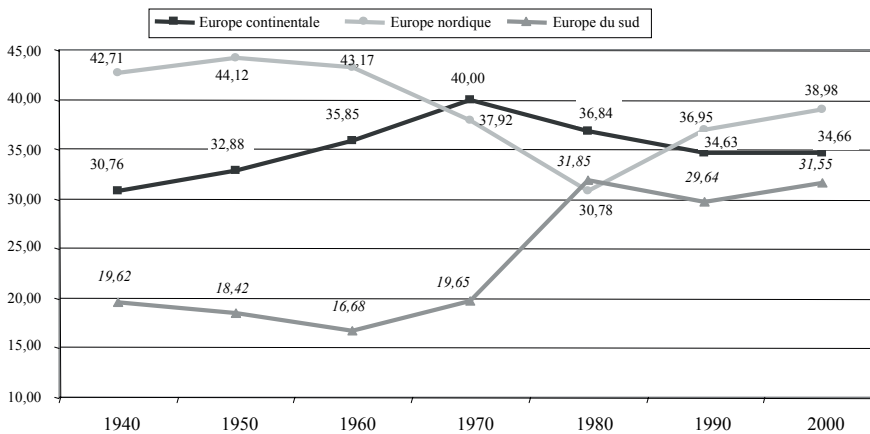
Le deuxième est le processus d'homogénéisation des performances électorales à l'œuvre dans les années soixante et soixante-dix, et qui s'est perpétué. A partir des années soixante-dix, l'écart, dans un sens ou dans l'autre, reste fixé dans une

fourchette entre quatre et six points. En intégrant les résultats des partis socialistes d'Europe du sud, la différence s'établit dans une fourchette entre cinq et neuf points.

Le troisième grand constat a trait au caractère singulier de la courbe des résultats électoraux des partis sociaux-démocrates dans l'Europe du nord. Ses mouvements sont tranchants et rapides. Des années soixante aux années quatre-vingt, le score moyen s'affaisse de 12,50 points ! En revanche, l'augmentation est de plus de six points entre les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. L'évolution des performances moyennes des social-démocraties en Europe continentale est plus douce et plus longue dans ses phases : une progression régulière sur environ trente ans – plus dix points – suivi d'un reflux dans les années quatre-vingt et quatre-vingt dix – moins 5,4 points. Pour ce qui a trait aux partis socialistes d'Europe du sud, la moyenne est vraiment très stable pour les décennies où la comparaison tient la route : autour de 30% des suffrages.

Figures 3

Performances électorales de la social-démocratie occidentale (1945-2002)
Les trois Europes



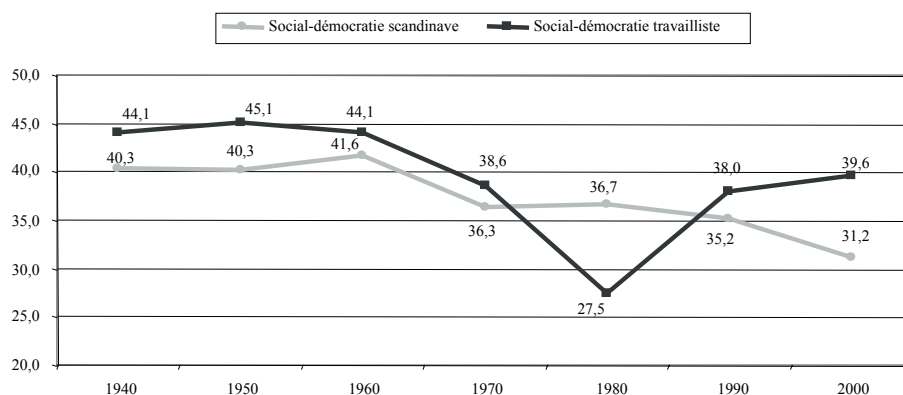
1. Les destins électoraux du travaillisme et du modèle scandinave

A l'intérieur de l'Europe sociale-démocrate du nord, la distinction entre les modèles travailliste (Irlande et Grande-Bretagne) et scandinave (Danemark, Finlande, Suède, Norvège) dévoile des parcours en partie dissemblables. Dans le chef de la social-démocratie scandinave, la thèse de l'érosion structurelle est confirmée sous l'angle électoral même si l'affaissement reste continu. Dans les années quarante, cinquante et soixante, les quatre formations sociales-démocrates scandinaves agrégées décrochent plus de 40% des suffrages. La social-démocratie perd alors cinq points en l'espace de dix ans et se stabilise à 35% des voix dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Les années deux mille révèlent pour l'instant une nouvelle dégradation qui affecte au premier chef le parti du travail de Norvège (DNA) et la social-démocratie danoise (SD). Ces deux partis phares du modèle scandinave ont perdu leur caractère dominant dans leur système politique national respectif. En 2001, la social-démocratie danoise a même perdu le rang de première formation du Royaume au profit du parti libéral (la

Venstre). La même année, le parti du travail norvégien a enregistré un score plancher historique (26%) et l'écart avec son poursuivant direct (le parti conservateur) a été ramené à trois points alors qu'il était encore de vingt points en 1997 !

Pour sa part, la courbe travailliste doit être envisagée avec prudence. Elle recoupe très largement la situation du parti travailliste britannique eu égard à la faiblesse de l'Irish Labour Party dans le système de partis irlandais et à la petitesse démographique de l'Irlande comparée au Royaume-Uni. Jusqu'à l'aube des années quatre-vingt, la courbe travailliste recouvre presque parfaitement celle de la social-démocratie scandinave. Une dissociation s'opère alors. Le parti travailliste britannique subit une chute électorale saisissante (en particulier lors du scrutin de 1983) dans les années quatre-vingt. Dans les années quatre-vingt-dix, il récupère son score moyen des années soixante-dix, grâce notamment à sa victoire électorale de 1997. Le destin électoral du travaillisme est donc plus chahuté et moins linéaire que celui de la social-démocratie scandinave. Observons néanmoins que les deux situations dévoilent une performance contemporaine inférieure à la moyenne des trois premières décennies analysées.

Figure 4.
Evolution des performances électorales
de la social-démocratie scandinave et travailliste (1945-2003)



2. Les fortunes électorales des social-démocraties beneluxienne et germanique

Qu'en est-il, à l'intérieur de l'Europe continentale, des sociaux-démocrates allemands et autrichiens, d'une part, et des sociaux-démocrates dans les pays du Benelux, de l'autre ?

La configuration qui prévaut pour la social-démocratie germanique est celle de phases assez longues. Jusqu'aux années soixante-dix, les partis sociaux-démocrates germaniques enregistrent une progression régulière puisqu'ils passent d'une moyenne basse de 32% dans les années quarante à plus de 45% dans les années soixante-dix. La courbe se retourne à ce moment. Les sociaux-démocrates germaniques enregistrent un déclin régulier lors des deux décennies suivantes. Ici aussi, il convient d'être prudent dans l'interprétation des résultats électoraux au cours des années quatre-vingt-dix et dans cette première partie des années deux mille. En effet, la réunification allemande *surdimensionne* fortement le poids de l'Allemagne. En vérité, les parcours du SPD

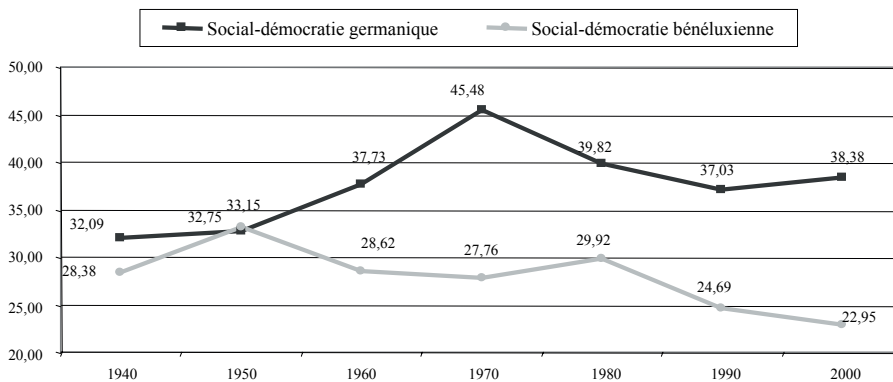
autrichien et du SPD allemand divergent dans cette période. En Allemagne, après une longue période d'opposition et un scrutin très décevant en 1990, le SPD remonte la pente en 1994 et gagne les élections de 1998. En septembre 2002, son recul est contenu. Pour sa part, après avoir dominé l'échiquier politique autrichien dans les années soixante-dix, le SPÖ vit une véritable descente aux enfers en termes de résultats électoraux dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Au scrutin de 2002, sa progression a été modeste. Elle ne lui a en tout cas pas permis de reprendre la main à l'ÖVP.

Pour ce qui a trait aux partis sociaux-démocrates beneluxiens, nous observons une relative stabilité pendant quatre décennies. Le pourcentage moyen des socialistes belges, luxembourgeois et hollandais s'établit autour de 28-29%, avec cependant un pic à 33% dans les années cinquante. En l'espace de dix ans, ce pourcentage moyen chute de quatre à cinq points : il n'atteint pas même 25% dans les années quatre-vingt-dix. En dépit de sa bonne performance des socialistes belges (PS et SP.A) à l'élection nationale de mai 2003, la performance d'ensemble au début des années deux mille demeure faible. Cela s'explique largement par l'élection *catastrophe* du PVDA hollandais au printemps 2002, même si les travaillistes des Pays-Bas ont rétabli leur situation électorale à l'élection anticipée de janvier 2003.

On le voit, les parcours électoraux se distinguent pour les deux ensembles. En temps long, la social-démocratie germanique assure la stabilisation à la hausse de la performance d'ensemble des sociaux-démocrates européens dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. En revanche, la situation d'ensemble des sociaux-démocrates du Benelux est moins performante depuis deux décennies par rapport à leurs résultats antérieurs.

Figure 5.

Evolution des performances électorales des social-démocraties germanophones et beneluxiennes (1945-2003)



C. Une performance en nuances

Au-delà des décompositions que l'on peut opérer parmi les formations sociales-démocrates d'Europe occidentale, il est aussi possible d'évaluer le résultat moyen de la social-démocratie européenne à la lumière d'évolutions extérieures à la famille sociale-démocrate. Dans ce chapitre, nous présenterons deux situations qui

nous permettent d'apprécier le contexte dans lequel se situe l'évolution électorale de la social-démocratie européenne.

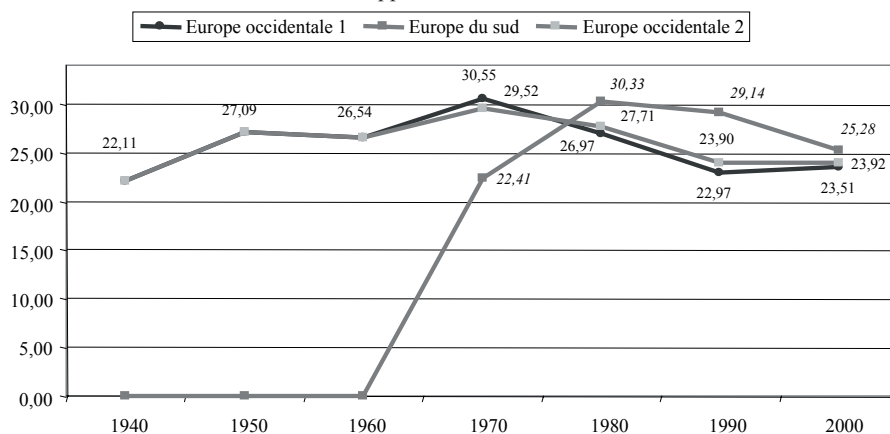
- (1) La première donnée évoquée concerne la performance ramenée non plus aux suffrages valablement exprimés mais aux électeurs inscrits.
- (2) La deuxième a trait aux résultats qu'engrangent les concurrents politiques de la social-démocratie dans l'espace politique à gauche de l'échiquier politique.

1. Le rapport aux inscrits

La question de la participation politique ou de son versant *néгатif*, l'abstention, est au cœur de nombreux travaux et de multiples réflexions ces dernières années ¹⁷. Il était donc intéressant de présenter la courbe de la social-démocratie d'Europe occidentale, ramenée aux électeurs inscrits.

Analysée sous cet angle, on sort d'une optique de stabilité – à la hausse. Les années soixante-dix se déclinent comme une période remarquable d'un point de vue électoral. En moyenne, les formations sociales-démocrates décrochent environ 30% des voix des électeurs inscrits, soit trois points de plus que dans les années cinquante et soixante. En revanche, la conjoncture électorale est moins porteuse dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Le score moyen ne s'élève plus qu'à 27,71% durant les années quatre-vingt et 23,90% dans la décennie quatre-vingt-dix. Ce dernier pourcentage est aussi le chiffre des années deux mille.

Figure 6.
Performances électorales de la social-démocratie occidentale (1945-2003)
Rapport aux inscrits



Cette évolution confirme d'abord et avant tout le déclin de la participation politique ces vingt-cinq dernières années. L'augmentation de l'abstention concerne tout autant les concurrents politiques (de gauche comme de droite) des partis sociaux-démocrates mais elle confirme aussi la difficulté contemporaine des partis sociaux-démocrates de mobiliser les segments populaires salariés, qui sont son noyau électoral ¹⁸. Elle nuance donc l'observation d'un résultat d'ensemble stable sur six décennies pour les partis sociaux-démocrates d'Europe occidentale dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Pour cette dernière décennie, le tableau dévoile

une situation paradoxale : le score moyen le plus haut jamais atteint par la social-démocratie d'Europe occidentale calculé sur la base des votes valablement exprimés (34,50%) et le pourcentage moyen le plus bas jamais atteint par le même groupe de partis sur la base des électeurs inscrits (23,90%), abstraction faite de la situation particulière des années quarante.

2. *Les courbes électorales des autres formations de gauche*

Pour apprécier les résultats électoraux de la social-démocratie en Europe occidentale, il était aussi important de les confronter aux scores de ses concurrents politiques à gauche. Pour ce faire, nous examinons la situation de deux familles politiques : les familles communiste et verte.

a. *La famille communiste*

Dans certains Etats d'Europe occidentale, les partis communistes se sont posés comme un concurrent politique sérieux pour les formations sociales-démocrates¹⁹. On songe tout particulièrement à la France, à l'Italie et à la Finlande. Dans d'autres configurations, ils ont pu (ou peuvent encore) être un concurrent non marginal sur un segment du monde ouvrier ou paysan. Dans la période contemporaine, c'est très certainement le cas des *nouvelles* démocraties – l'Espagne, la Grèce et le Portugal – de même qu'en Suède et en Allemagne (orientale). On peut ajouter la concurrence socialiste de gauche, de partis qui sont des scissions de formations communistes ; en particulier les socialistes de gauche (du peuple) au Danemark et en Norvège. Jusqu'à la fin des années soixante-dix, ce fut parfois le cas des communistes belges, hollandais et luxembourgeois. Enfin, notons aussi des situations sans concurrences électorales sérieuses à la gauche de la social-démocratie : en Grande-Bretagne, en Autriche, en Allemagne (jusqu'en 1990) ou, largement, en Irlande.

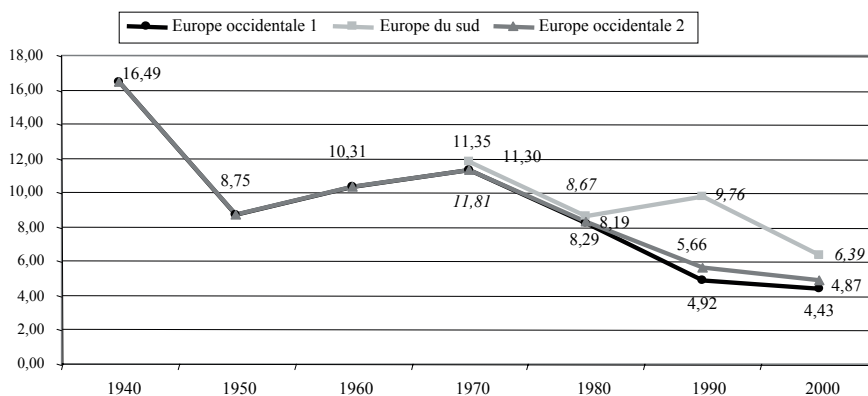
Nous avons construit trois courbes de moyennes électorales décennales sur la même base que celle élaborée pour la famille sociale-démocrate. La courbe *Europe occidentale 1* reprend les treize démocraties établies depuis 1945. Celle dénommée *Europe du sud* reprend les performances des partis communistes d'Espagne, du Portugal et de Grèce²⁰. Enfin, la courbe *Europe occidentale 3* reprend les seize formations agrégées.

En schématisant, on peut isoler quatre phases électorales pour la famille communiste.

- (1) La première est celle des années quarante. Le fait est bien connu. C'est « le » temps électoral heureux des partis communistes européens. Au sortir de la guerre, à un moment de grand prestige pour l'Union soviétique, les partis communistes décrochent des performances exceptionnelles. Pour les treize Etats envisagés, la performance moyenne est de 16,5%.
- (2) A cette percée succède un effondrement non moins marquant puisqu'en l'espace d'une décennie, le pourcentage moyen a diminué de moitié ! Cette configuration est largement liée à l'impact de la guerre froide et au reflux spectaculaire qu'enregistrent les partis communistes sans implantation historique.

- (3) Après, cette chute, les partis communistes retrouvent des couleurs électorales dans les années soixante et soixante-dix. Ils tirent parti de la détente dans les relations internationales et de la vague de protestation étudiante et sociale de mai 1968. Par ailleurs, les partis communistes d'Espagne, du Portugal et de Grèce obtiennent de bons scores aux premières élections démocratiques.
- (4) Depuis, cette famille politique a connu un deuxième déclin, plus spectaculaire encore : la chute du mur de Berlin l'a frappée de plein fouet. Mais le mouvement de recul était déjà largement à l'œuvre dans les années quatre-vingt. A l'échelle des seize Etats, la famille communiste *élargie* ne décroche qu'un peu plus de 5% dans les années quatre-vingt-dix. Et dans les années deux mille, elle est pour l'instant sous cette barre. Il importe néanmoins de nuancer le total de la décennie quatre-vingt-dix ; il s'explique aussi en partie par le *départ* d'un des deux plus grands partis communistes européens : le parti communiste italien s'est transformé en parti de la gauche démocratique ²¹ et a rapidement rejoint les organisations internationales de la social-démocratie. Le parti de la Refondation communiste (et, aujourd'hui, le parti des communistes italiens, PDCI) a repris le flambeau ²² mais ses résultats sont bien moindres que ceux du PCI dans les années quatre-vingt.

Figure 7
Performances électorales de la gauche (communiste) occidentale (1945-2003)



On le voit, pour les formations socialistes et sociales-démocrates, la concurrence à gauche, en particulier sur des composantes ouvrières et paysannes, s'est affaïssée depuis vingt-cinq ans. La performance moyenne de la social-démocratie doit aussi se mesurer à cette observation.

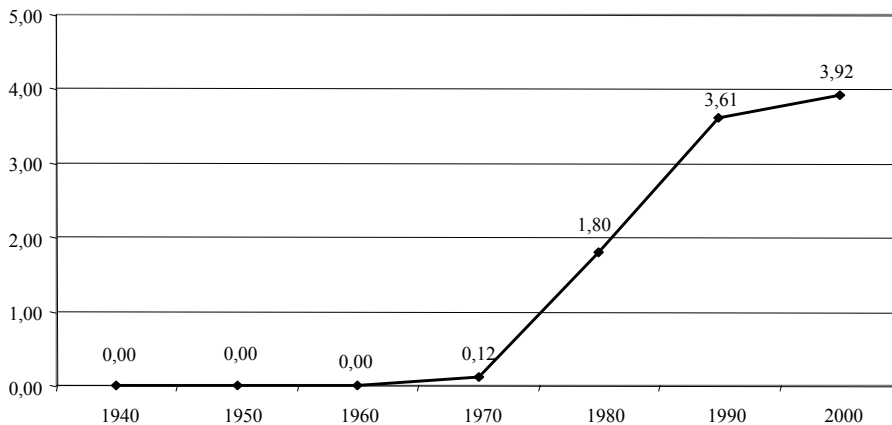
b. Les verts ou la gauche libertaire

Une autre *famille* politique peut aussi être considérée comme un concurrent à gauche : la famille verte. En Europe occidentale, la plupart des formations occidentales ressortissent de la *New Politics* ²³ ou de la gauche libertaire pour reprendre les termes d'Herbert Kitschelt ²⁴. Soulignons cependant que les segments électoraux de concurrence ne sont pas les mêmes que pour la gauche communiste.

Alors que l'essentiel de cette dernière capte son électorat parmi des composantes ouvrières et paysannes de l'électorat, les verts opèrent plutôt une pénétration dans les nouvelles classes moyennes salariées.

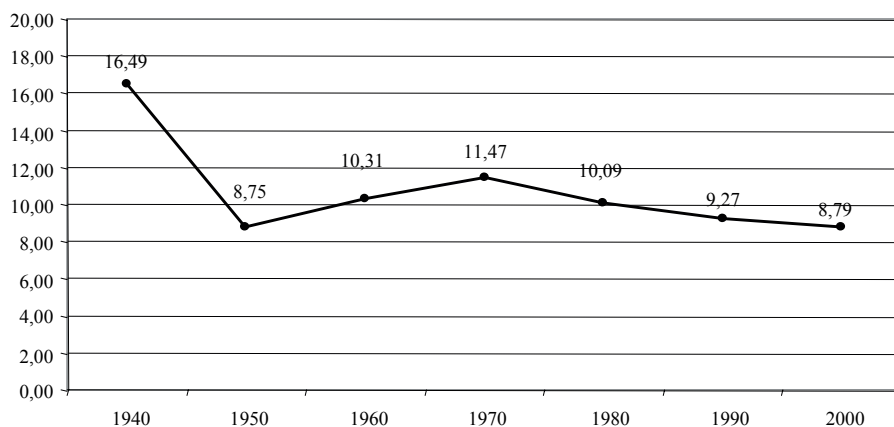
En l'espace de vingt à vingt-cinq ans, le résultat moyen des partis verts européens s'est développé. Mais cette progression apparaît assez modeste ²⁵. En effet, le score moyen des années quatre-vingt-dix est de 3,61%. Et lors des scrutins de la décennie 2000, il est resté en deçà des 4%. Certes, cette configuration doit s'apprécier avec prudence dans la mesure où cette situation moyenne est le reflet de cas nationaux très divers. Il n'empêche que globalement la concurrence électorale des partis verts sur la gauche sociale-démocrate se décline toujours sur un mode mineur ²⁶, surtout en comparaison de la rivalité avec la famille communiste des années quarante à la décennie quatre-vingt.

Figure 8
Performances électorales des verts d'Europe occidentale (1945-2003)



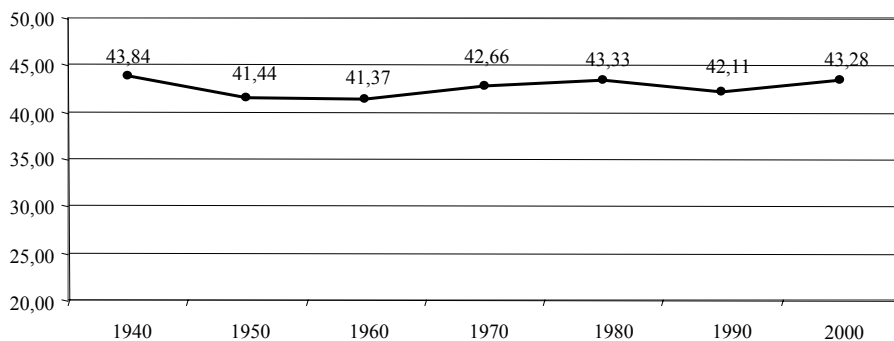
Dans l'ensemble donc, et contrairement aux premières impressions, la concurrence à gauche est aujourd'hui plus faible qu'elle ne l'a jamais été pour les partis sociaux-démocrates. La social-démocratie est donc plus que jamais « maître du segment gauche » de l'électorat ²⁷. De ce point de vue, le pronostic de Moschonas n'est pas vérifié ²⁸. L'addition des performances communiste et verte en est un démenti éclatant. Le total des voix communistes et écologistes est moins important dans les années quatre-vingt, quatre-vingt-dix et deux mille que le score moyen communiste des années soixante et soixante-dix.

Figure 9
Performances électorales des gauches vertes et communistes
en Europe occidentale (1945-2003)



Au final, il apparaît donc bien que l'accroissement du score moyen social-démocrate se réalise en parallèle avec un affaïssement des performances électorales de la famille communiste et dans le cadre d'une concurrence somme toute contenue avec les partis verts. A l'intérieur de cet *ensemble de gauche*, le poids social-démocrate s'est accru depuis vingt-cinq ans. Ceci permet aussi de comprendre la grande stabilité d'ensemble des gauches. Durant les six dernières décennies, le pourcentage moyen de la gauche oscille dans une fourchette qui va de 41,44% (score moyen minimal) à 43,84% (score moyen maximal).

Figure 10
Performances électorales cumulées des gauches sociales-démocrates, vertes et communistes
en Europe occidentale (1945-2003)



3. Le parcours de la social-démocratie en Europe centrale et orientale

Porter une appréciation sur le cheminement électoral des formations sociales-démocrates d'Europe centrale et orientale est assez complexe. En effet, l'horizon temporel y est particulièrement court. On ne peut, au mieux, prendre en considération qu'une quinzaine d'années. Par ailleurs, la labellisation *sociale-démocrate* a évolué dans la plupart des pays concernés. Les formations

acceptées, à titre d'observateur ou de membre, au parti socialiste européen (PSE) ou à l'Internationale socialiste ont des statuts différents.

Dans un premier temps, les organisations internationales de coopération socialiste ont plutôt travaillé avec des partis issus de la dissidence ou de l'opposition au régime communiste. Mais à l'exception notable du cas tchèque, cette option s'est révélée très peu porteuse²⁹. Ces partis étaient faibles d'un point de vue organisationnel, électoral et politique et ont parfois généré des problèmes pour le parti socialiste européen (songeons au cas hongrois).

Aussi, assez rapidement, le PSE s'est-il rapproché des anciennes formations communistes en voie de *social-démocratisation*. Aujourd'hui, ces partis forment le socle de la famille sociale-démocrate en Europe centrale et orientale. La plupart ont bien réussi leur reconversion doctrinale et identitaire. Et ils sont devenus des acteurs politiques puissants électoralement et politiquement. On songe tout particulièrement à l'Alliance de la gauche démocratique en Pologne (SLD), au parti socialiste hongrois (MSZP), ou, dans un autre contexte, au parti socialiste bulgare (PSB) et au nouveau parti social-démocrate roumain (PSD).

Qu'observe-t-on depuis l'effondrement des régimes de démocratie populaire ? Il semble opportun de distinguer trois zones géographico-politiques.

La première couvre l'Europe centrale. Dans cet espace, les partis sociaux-démocrates ont, passé les premières élections référendaires (pour ou contre l'ancien régime), réussi à devenir un acteur de poids. Cela est surtout vrai pour les trois principaux États de la zone : la Pologne, la République tchèque et la Hongrie. Dans ces trois nations, le ou les partis affiliés au parti socialiste européen obtiennent régulièrement des pourcentages très significatifs. Cette performance leur a permis d'accéder aux responsabilités gouvernementales comme partenaire majeur à plusieurs reprises : en Hongrie entre 1994 et 1998 et depuis 2002, en Pologne entre 1993 et 1997 et depuis 2001, et en République tchèque depuis 1998. En revanche, la situation est plus difficile en Slovénie et en Slovaquie. Dans ce dernier cas, deux formations appartiennent au PSE. Leur incapacité à former un cartel lors du dernier scrutin national a conduit à une déroute totale pour la famille sociale-démocrate puisque ni le parti social-démocrate ni le parti de la gauche n'ont pu enlever le moindre siège.

Dans l'Europe balkanique, deux caractéristiques doivent être mentionnées. La transformation sociale-démocrate des partis ou segments de partis liés au régime communiste est plus complexe et moins avancée qu'en Europe centrale. Le parti socialiste bulgare, l'actuel parti social-démocrate roumain (et les partis qui l'ont précédé) voire le parti socialiste albanais ne répondent pas aux mêmes *standards sociaux-démocrates* que leurs homologues polonais ou hongrois par exemple. Il en résulte des rapports difficiles avec le parti socialiste européen qui n'a pas encore formellement accepté dans ses rangs les partis socialistes bulgare et albanais et n'a franchi le pas que très récemment pour le parti social-démocrate roumain. Mais, et cela explique en partie le premier point, ces formations ont été dans le coup tout de suite sous l'angle électoral. À titre d'exemple, les partis socialistes bulgare et albanais ont remporté la première élection « référendaire ». Les partis roumain, albanais et bulgare ont aussi eu accès, à plusieurs reprises, aux responsabilités gouvernementales.

La configuration dans l'Europe balte est différente. En Lettonie et en Estonie, le cartel social-démocrate et le parti des modérés n'obtiennent que de faibles scores, qui ne leur permettent pas de véritablement compter dans le paysage politique. En Lituanie, la situation est plus complexe. Le parti travailliste démocratique lituanien (LDDP), héritier du parti communiste, n'est pas membre du PSE mais bien le parti social-démocrate lituanien (LSDP). Dans la première moitié des années quatre-vingt-dix, le LDDP était incontournable. Mais son échec à l'élection nationale de 1996 a conduit à une réflexion interne et à une « social-démocratisation » plus marquée. Au scrutin de 2000, le LDDP a formé un cartel avec le LSDP, l'Union des Russes lituaniens et le parti de la Nouvelle démocratie. Cette alliance a remporté 31,1% des suffrages (dont 8,20% pour le seul LSDP). Ce résultat a conduit à la formation d'un gouvernement dirigé par Algirdas Brazauskas (LDDP) à couleur sociale-démocrate. Mais rappelons qu'à ce stade, l'influence du *parti labellisé social-démocrate* reste peu importante.

4. Conclusion

Au terme de ce développement, quels sont les enseignements saillants relatifs au destin électoral de la social-démocratie ?

Le premier point à mentionner est la mise en cause de la thèse d'*évidence* du déclin social-démocrate. A partir de l'indicateur électoral, l'étiollement socialiste n'est pas démontré. Notre travail confirme de la sorte le scepticisme de Callaghan et Tunney quant à l'érosion électorale prêtée à la social-démocratie. Dans le temps, on note une très grande stabilité des performances électorales moyennes de la social-démocratie européenne. En l'espace de soixante ans, le résultat d'ensemble des formations sociales-démocrates en Europe n'a que peu évolué. Et si nous pouvons épingler quelques oscillations, elles concernent plutôt une élévation – modeste – des scores depuis une vingtaine d'années ³⁰.

Mais, nous l'avons observé, cette stabilité globale révèle des parcours dissemblables des formations analysées. Sous cet angle, on peut paraphraser Moschonas dans son observation de la social-démocratie : « La première impression que laisse cependant l'observation de cette force politique est la diversité. Diversité des destins historiques sociaux-démocrates, des structures organisationnelles, des réalisations politiques. Face à cette diversité, on peut s'interroger sur ce qui confère l'unité » ³¹. L'unité et la stabilité dans l'espace électoral dévoilent une grande diversité de parcours.

Dans cette diversité, deux observations s'imposent.

1. Il n'y a aujourd'hui quasi plus de formation sociale-démocrate, incarnant le parti dominant ³² du système. Seul le SAP suédois répond encore à cette qualification. Mais ce n'est plus le cas des partis danois et norvégien qui ont longtemps incarné un idéal-type du parti dominant. Cette constatation ramène dans une large mesure à la difficulté contemporaine des partis sociaux-démocrates dans l'acception politico-organisationnelle du terme : on peut étendre au SPÖ autrichien l'observation qui vaut pour les formations scandinaves.
2. A l'exception du cas irlandais, tous les partis sociaux-démocrates/socialistes européens sont l'une des deux principales forces d'*alternance* des systèmes

politiques nationaux. Pris séparément et quelle que soit leur fortune du moment, ils restent donc des forces politiques crédibles électoralement et politiquement. Sous l'angle de la *famille*, il en va bien sûr de même.

Enfin, l'analyse des moyennes électorales décennales de la famille sociale-démocrate conduit aussi à s'interroger sur les phases politiques qui lui sont parfois prêtées. Il n'y a en réalité ni *âge d'or*, ni *déchéance* marqués depuis 1945. Cet élément doit cependant être nuancé à la lumière de deux données.

1. La première est d'ordre méthodologique. Le parti pris original était de ne pas essayer d'isoler des temps politiques éventuels mais de travailler sur une base purement chronologique.
2. La deuxième tient à l'environnement extérieur aux partis sociaux-démocrates. Nous avons relevé entre autres que l'importante régularité électorale s'exprimait dans des environnements évolutifs ; en particulier en termes de participation électorale et de concurrence potentielle (à gauche). La courbe des performances sociales-démocrates doit aussi s'apprécier à l'aune de ces éléments.

Notes.

¹ Bergougnioux et Manin parlent par exemple des *années de la social-démocratie* entre 1959 et 1974. A. BERGUGNIOUX, B. MANIN, *Le régime social-démocrate*, Paris, PUF, 1989, p. 173.

² P. DELWIT, J.-M. DE WAELE (éd.), *La démocratisation en Europe centrale. La coopération pan-européenne des partis politiques*, Paris, L'Harmattan, 1998 ; G. DEVIN, « L'Internationale socialiste en Europe centre-orientale : définition et rôle des « amis politiques » », in P. DELWIT, J.-M. DE WAELE (éd.), *La gauche face aux mutations en Europe*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1993.

³ K. MARX, F. ENGELS, *Le Manifeste du parti communiste*, Paris, Editions Messidor, 1986, p. 56-57.

⁴ A. BERGUGNIOUX, B. MANIN, *op. cit.*, Paris, PUF, 1989, p. 25.

⁵ M. BRAGA DA CRUZ, « La gauche et les institutions politiques », in M. LAZAR (éd.), *La gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, Paris, PUF, 1996, p. 623.

⁶ P. DELWIT, « The Belgian Socialist Party », in R. LADRECH, P. MARLIÈRE (ed.), *Social Democratic Parties in the European Union. History, Organization, Policies*, Londres, Macmillan, 1999, p. 30-43.

⁷ F. ENGELS, « Introduction du 6 mars 1895 », in K. MARX, *La lutte des classes en France. 1848-1850*, Paris, Editions sociales, 1984, p. 66-67.

⁸ *Ibid.*, p. 74-75.

⁹ F. ENGELS, « Principes du communisme. Forme : questions », in K. MARX, F. ENGELS, *op. cit.*, p. 144.

¹⁰ *Histoire de la II^e Internationale*, Tome 16, Minkoff-Reprint, 1978.

¹¹ A. BERGOUIGNOUX, « Kautsky-Lénine : la question de la démocratie », in *La social-démocratie en questions, par des socialistes, des sociaux-démocrates, des communistes*, Séminaire organisé par l'Institut socialiste d'études et de recherches, Editions de la Revue politique et parlementaire, p. 73.

¹² *Motion votée à la réunion du COMISCO des 19-20 mai 1948 à Londres*, archives de l'Institut Emile Vandervelde.

¹³ Le texte intégral est disponible sur le site de l'Office universitaire de recherche socialiste <http://www.lours.org/>.

¹⁴ G. DEVIN, *L'Internationale socialiste (1945-1976). Politique et éthique du socialisme international*, Tome 1, Thèse sous la direction de Hugues Portelli, 1988, p. 8. Voir aussi G. DEVIN, *L'internationale socialiste. Histoire et sociologie du socialisme international, 1945-1990*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993.

¹⁵ De 1940 à 1949, de 1950 à 1959, de 1960 à 1969, de 1970 à 1979, de 1980 à 1989, de 1990 à 1999 et à partir de 2000.

¹⁶ Merkel distingue deux grandes périodes politiques : 1945-1973 (âge d'or) ; 1974-1989 (déclin présumé). W. MERKEL, *After the Golden Age : A decline of Social democratic Policies in Western Europe during the 1980s ?*, Center for European Studies, Working Paper Series, Harvard University, 45 pages, p. 9.

¹⁷ P. DELWIT, « Participation électorale et scrutin européen : une légitimité minimale », in G. GRUNBERG, P. PERRINEAU, C. YSMAL, *Le vote des quinze. Les élections européennes du 13 juin 1999*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 295-315 ; F. SUBILEAU et M.-F. TOINET, *Les chemins de l'abstention : une comparaison franco-américaine*, Paris, La découverte, 1993 ; A. BLAIS, *To vote or not to vote ? : the merits and limits of rational choice theory*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2000.

¹⁸ L. TOGEBY, « The nature of declining Party membership in Denmark : Causes and Consequences », *Scandinavian Political Studies*, 1992, 15, p. 1-19 ; D.-L. SEILER, *Les partis politiques en Occident : sociologie historique du phénomène partisan*, Paris, Ellipses, 2003 ; G. MOSCHONAS, *In the Name of Social Democracy. The Great Transformation from 1945 to the Present*, Londres, Verso, 2001.

¹⁹ P. DELWIT, J.-M. DE WAELE, J. GOTOVITCH, *L'Europe des communistes*, Bruxelles, Complexe, 1992 ; P. HEYWOOD, M. BULL (ed.), *West European Communist parties after the revolutions of 1989*, New York, St Martins' Press, 1994 ; M. WALLER, M. FENNEMA (ed.), *Communist parties in Western Europe : decline or adaptation ?*, Oxford, Blackwell, 1988.

²⁰ Dans les cas portugais et espagnol, les chiffres sont légèrement surélevés car ils reprennent le score de cartels dans lequel le parti communiste est dominant.

²¹ P. IGNAZI, *Dal PCI al PDS*, Bologne, Il Mulino, 1992.

²² J.-Y. DORMAGEN, *I comunisti. Dal PCI alla nascita di Rifondazione comunista. Una semiologia politica*, Rome, Koine, 1996.

²³ T. POGUNTKE, « New Politics and Party Systems : The emergence of a new type of party ? », *West European Politics*, 1987, 17/1, p. 76-88.

²⁴ H. KITSCHOLT, « Left-Libertarian Parties : Explaining Innovation in Competitive Party Systems », *World Politics*, 40/2, p. 194-234.

²⁵ La performance est très légèrement sous-évaluée dans la mesure où les résultats des verts portugais et espagnols sont intégrés dans ceux de la gauche communiste.

²⁶ P. MAIR, « Evaluation des performances politiques des partis verts en Europe », in P. DELWIT, J.-M. DE WAELE (éd.), *Les partis verts en Europe*, *op. cit.*, p. 23-42.

²⁷ G. MOSCHONAS, *La social-démocratie de 1945 à nos jours*, Paris, Montchrestien, 1994, p. 52. Voir aussi G. MOSCHONAS, *In the Name of Social Democracy...*, *op. cit.*

²⁸ « Le segment « gauche » de l'échiquier politique n'est plus un espace quasiment hors compétition, un terrain homogène, essentiellement régi par la loi social-démocrate ». *Ibid.*, p. 98.

²⁹ J.-M. DE WAELE *L'émergence des parties politiques en Europe centrale*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1999.

³⁰ J. CALLAGHAN, S. TUNNEY, « The end of Social Democracy ? », *Politics*, 21/1, p. 63-72.

³¹ G. MOSCHONAS, *op. cit.*, p. 10.

³² J. CHARLOT, « Du parti dominant », *Projet*, 1970.